

## le mouvement communiste dans le monde

## INDES

Après une période de tension grave dans laquelle il fut même question de rupture, le différend sino-soviétique se poursuit à présent en des termes moins virulents. De part et d'autre, on a senti le danger et on recherche une fois encore soit un accord soit un *modus vivendi*. Les congrès des Partis communistes d'Italie, d'Allemagne de l'Est, etc. étaient survenus tout de suite après la crise des Caraïbes et la période aiguë du conflit sino-indien ; les divergences étaient alors très vives et des termes violents furent échangés. Maintenant on envisage le moyen de se rencontrer pour discuter en vue d'un accord.

Les divergences n'en sont toujours pas moins vives, il suffit de lire les lettres échangées entre les directions des PC chinois et soviétiques pour s'en apercevoir.

Sans préjuger de ce qui surviendra à l'avenir, ce qui a été dit a été dit, et il est indispensable que les militants communistes se penchent sur les documents écrits par les Chinois, avant tout parce que dans certains cas ils illustrent ce que signifie la politique de « coexistence pacifique », telle qu'elle est conçue et appliquée par les khrouchtcheviens. A propos du conflit sino-indien, les Chinois ont édité une brochure « Le Miroir des révisionnistes » qui apporte sur l'attitude du PC indien, de son aile dirigée par Dange, des textes écrits par ce parti et pour lesquels il n'y a pas d'autre terme que *trahison*.

Mais, avant de reprendre les déclarations que fit le PC indien en 1962, remontons vingt ans en arrière. Pendant l'été 1942, le refus du peuple indien à faire la guerre pour le profit de l'impérialisme britannique, l'Inde étant encore le plus beau joyau de la couronne britannique amena la direction du Parti du Congrès (Gandhi et Nehru) à proclamer une politique de désobéissance civile. Cela entraîna le soulèvement de l'Inde colonisée contre la métropole. Gandhi, Nehru, d'autres dirigeants indiens furent emprisonnés. Le PC indien à ce moment-là s'opposa au soulèvement des masses sous prétexte que la Grande-Bretagne était alors alliée à l'URSS, il dénonça la lutte du peuple indien. Est-il besoin de dire que l'alliance entre la Grande-Bretagne et l'URSS ne signifiait aucunement que l'impérialisme britannique dans la guerre mondiale se battait pour la « défense de l'URSS » ?

A présent, la direction du Congrès, à savoir Nehru, n'est pas en lutte pour arracher l'indépendance du pays à l'impérialisme, mais est en conflit avec un Etat ouvrier, la Chine. Indépendamment de toute considération sur la ligne Mac Mahon ou autre, le conflit oppose un Etat capitaliste à un Etat ouvrier, une bourgeoisie qui, pour être d'un pays sous-développé, ne peut pas être considérée comme insignifiante, une bourgeoisie qui, en la personne de Nehru, sait faire de la démagogie sur le plan international tout en laissant le pays dans une misère atroce, parce qu'il n'est pas question de toucher sérieusement à la propriété foncière. En fait nous avons là un conflit entre une organisation ouvrière et une organisation capitaliste. Le devoir est clair pour qui n'est pas un briseur de grève.

Ce n'est pas là l'avis de ces pseudo « communistes » indiens. Ils invoquent même la situation pour justifier leur trahison :

« La responsabilité morale qui nous incombe de défendre notre pays alors qu'un pays socialiste nous attaque est plus grande que celle de nos compatriotes et non pas moindre... »

« ... Le besoin crucial du moment, la grave épreuve qui confronte notre patriotisme, c'est pour tous et chacun de soutenir monolithiquement le Premier ministre Nehru, de le rendre plus fort et d'exécuter ses ordres. Il est le premier feld-maréchal du pays, son commandant en chef. »

(Extrait d'un tract du PC indien, novembre 1962)

Dans l'histoire du mouvement ouvrier, ces mots nous ramènent tout droit à la trahison des sociaux-démocrates de 1914, avec comme circonstances aggravantes qu'aucun de ces derniers n'avait affaire à un Etat bourgeois luttant contre un Etat ouvrier, mais à la guerre entre deux Etats bourgeois.

Les « communistes » indiens se sont montrés conséquents avec leur ligne de soutien de Nehru. Voici des extraits du rapport présenté par le secrétaire du parti, Dange, en novembre 1962, au Conseil général du Congrès pan-indien des syndicats :

« Je ne suis pas d'avis que dans la situation où nous nous trouvons, nous devrions établir notre ligne de conduite en vertu de ce que ce pays est le nôtre ou celui de la bourgeoisie. Nous soutenons,

La maison d'édition du Parti communiste italien, Editori Riuniti, vient de publier un nouveau volume de sa collection intitulée « Pensée et action socialiste » ; où avait paru il y a quelques mois le compte rendu des réunions du Comité central du PCUS de juillet 1917 à mars 1918. Le nouveau volume est intitulé « La révolution permanente et le socialisme dans un seul pays (1924-1926) » et il contient les textes suivants : Les leçons d'octobre, de L. Trotsky (intégralement) ; Sur la théorie de la révolution permanente de N. Boukharine (intégralement) ; quatre chapitres du Léninisme de G. Zinoviev ; La révolution d'octobre et la tactique des communistes russes et des extraits de Questions du léninisme, de Staline.

Aussi bien l'introduction que les notes qui présentent les différents écrits, et qui sont de la plume de Giuliani Procacci, historien bien connu, membre du PCI, sont caractérisées par une probité scientifique remarquable, même si certaines appréciations ne sauraient évidemment être acceptées par des marxistes révolutionnaires.

Dans son introduction, Procacci écrit notamment : « Il ne s'agit plus aujourd'hui de découvrir les lacunes, de souligner les réticences et de mettre en lumière les falsifications des vérités historiques qui existent dans les manuels officiels d'histoire du parti, d'opposer aux histoires officielles des anti-histoires, mais d'entreprendre un travail d'analyse et de systématisation qui permette de jeter les bases d'un jugement historique concernant une période et un ensemble de problèmes — tels que l'histoire de l'URSS après la Révolution et celle de la IIIe Internationale — sans la compréhension desquels il n'est également pas possible d'avoir une vue d'ensemble plausible de l'histoire contemporaine... »

« Si nous devons caractériser l'orientation idéale de Trotsky en 1924 en une formule, nous dirions qu'elle nous semble être caractérisée par l'exigence de la nécessité d'une relance révolutionnaire, d'un retour aux origines... »

En reprochant à Trotsky de ne pas être l'homme capable de jouer un rôle décisif dans des périodes de repli et de normalisation, Procacci écrit que « Trotsky fut l'homme de l'Octobre, l'organisateur de l'Armée rouge, le guide des armées révolutionnaires pendant la guerre civile ».

En parlant de Staline et de Zinoviev, Procacci précise qu'aucun des deux ne possédait les qualités créatives et de capacité théorique qui étaient propres à Trotsky et à Boukharine.

Après avoir expliqué les raisons qui ont facilité la victoire de Staline, Procacci conclut :

« Son empirisme (de Staline) éclairé par certains principes indiscutés et fondamentaux devenait graduellement le modèle de la conduite des cadres, des hommes et de la génération qui allait réaliser les grands plans quinquennaux et qui, au cours de peu d'années d'un travail ininterrompu et sans pause, allait jeter les bases de la première société socialiste de l'histoire humaine. »

« Mais il y avait aussi l'autre aspect de la question. Le chemin fut vite parcouru de l'empirisme à une attitude qui réunissait un dogmatisme rigide sur le plan des principes, une conception talmudiste du marxisme et du léninisme d'une part, et un manque total de préjugés sur le plan de l'action concrète et quotidienne d'autre part ; les deux, aussi bien le dogmatisme que le pragmatisme, aboutissaient à une négation de la nécessité d'une dialectique et d'un débat, au mépris des idées et de leur processus de formation à une conception bureaucratique et administrative de la vie intérieure du parti. »

sans condition, l'effort de guerre. Mon soutien inconditionnel au gouvernement Nehru est tel en matière de défense... »

Et pour qu'il n'y ait pas d'équivoque quant à la signification de ces mots, le khrouchtchevien Dange ajoute :

« Dans les conditions où le pays connaît l'état d'urgence, la défense et les conditions du pied de guerre requièrent des organisations du Congrès pan-indien des syndicats qu'elles apportent une modification temporaire à leurs relations normales avec la bourgeoisie, à leur fonctionnement et à leur appréciation des problèmes de la classe ouvrière. En tant que classe ouvrière, nous disons que nous excluons temporairement la question de la lutte par la grève et de la défense de nos intérêts de classe par cette méthode. La trêve industrielle est, en un sens, la « collaboration de classes ». Mais elle est acceptée consciemment... Ainsi, nous appuyons l'effort de guerre, nous sommes avec la bourgeoisie du pays... Plus d'hésitation, plus tu hésites, plus tu t'embrouilles. »

Ainsi la « coexistence pacifique » qui exige de ménager la bourgeoisie indienne amène le PC indien à collaborer avec celle-ci. La classe ouvrière devrait renoncer à ses moyens. Il n'est nulle part question que la bourgeoisie en fasse autant. Tout cela est « acceptée consciemment ». Drôle de conscience ! Cette modification « temporaire » des relations entre bourgeois et prolétaires est faite à un moment particulièrement délicat pour celle-ci ; que peut-elle vouloir de plus ?

Mentionnons que, sous la suggestion de Dange adressée par écrit à Nehru, celui-ci convoqua une conférence réunissant les représentants ouvriers, patronaux et gouvernementaux afin de discuter des « problèmes du front de la production et de la défense ». Elle adopta unanimement une résolution interdisant toute cessation de travail, toute grève perle, et demandant aux ouvriers de faire des heures supplémentaires, de souscrire au « Fonds de la Défense nationale » et aux « Bons de la Défense ». Ils doivent avoir de hauts salaires, ces ouvriers indiens !

La position du PC indien, de son leader Dange qui est allé dans le monde pour appeler à l'aide de la direction bourgeoise de Nehru, n'est pas accidentelle. Plus de cinq mois se sont écoulés depuis que furent tenus ces propos trahis. Aucun khrouchtchevien n'a trouvé une minute pour les désavouer. Ne fallait-il pas d'abord dénoncer ces Chinois ?

P. F.

## ITALIE

Le P.C. italien critique la ligne culturelle de Khrouchtchev.

L'hebdomadaire officiel du P.C. italien, *Rinascita*, a publié dans l'un de ses derniers numéros un article rédigé par Rossana Rossanda, responsable culturel du C.C. L'article bien que rédigé en termes accessibles davantage à un public spécialisé, constitue en réalité une critique radicale de toute l'orientation culturelle et artistique prédominante en U.R.S.S. depuis la fin des années 1920, et une critique des positions actuelles de Khrouchtchev. Une note a également été publiée dans un numéro suivant, probablement rédigée par Togliatti lui-même, rappelant des passages du texte adopté par le X<sup>e</sup> Congrès du P.C. italien (décembre 1962) où la conception du contrôle direct du parti sur l'art est ouvertement rejetée. *Rinascita* a également publié des lettres, rédigées par des membres et des journalistes connus du parti, demandant de la part du parti une critique et une condamnation plus claire de l'orientation de Khrouchtchev et Illytchev.

Enfin, à la conférence de presse du 18 avril, Togliatti a déclaré :

« Nous ne partageons pas l'attitude adoptée par l'Union soviétique au sujet des problèmes artistiques... Nous sommes d'avis que la tolérance est nécessaire lorsqu'on parle d'expression artistique. Personne, aussi capable et subtil soit-il, ne peut imposer à un artiste ce qu'il faut faire, dire à un homme comment écrire un poème, comment composer de la musique, comment peindre. Souvent, un artiste appartenant à un courant idéologique jugé erroné par certains peut produire un authentique chef-d'œuvre. »

## BELGIQUE

Le Congrès, qui s'est réuni à Pâques à Anvers, a exclu, à l'unanimité moins un mandat et 8 abstentions, la minorité « chinoise », avant d'adopter des thèses dont le révisionnisme avait été dénoncé à juste titre par cette minorité. Ainsi, le parti — qui, d'après le rapport du Comité central lui-même, n'avait déjà pas beaucoup pu recruter depuis la grève de 1960-61, et n'avait donc pas pu exploiter les trahisons de la social-démocratie actuellement au gouvernement — s'est coupé encore plus de toute possibilité réelle de recruter les travailleurs révolutionnaires de ce pays.

## TENDANCES ET FRACTIONS

Le motif de l'exclusion des camarades Grippa, Delogne, Massox et Raindorf, c'est la distribution d'un document aux portes de la salle du Congrès. Voici l'extrait de la résolution d'exclusion : « De plus, le fait qu'ils aient diffusé, sur la voie publique, un document s'adressant à tous les congressistes (...) met le congrès dans l'obligation de prendre ses responsabilités sans plus attendre ».

Les camarades avaient été mis dans l'obligation de renoncer à s'exprimer, ou de le faire par des moyens anti-statutaires, parce que le droit de tendance leur était refusé. Au Congrès même, le président du parti, Burnelle justifiait l'interdiction des tendances en disant : « Nous subissons, depuis plusieurs années, diverses pressions extérieures venant des droitières, de résidus trotskysme et même d'anciens membres du parti qui, tous, prônent l'admission du droit de tendance organisée au sein de notre parti », et encore « Tolérer l'organisation de fractions conduirait à saper l'autorité des collectifs dirigeants ».

En interdisant les tendances, Burnelle et les autres bureaucrates du P.C. agissent précisément en tant que fraction bureaucratique et révisionniste. Le Congrès du P.C. a été celui d'une fraction, puisque la minorité n'y était pas représentée. Cette minorité qui représente des sections importantes — Uzcle, Schaerbeck, Cellule des Etudiants de Bruxelles, Section des Cheminots de Bruxelles, et des camarades isolés dans tout le pays — n'avait aucun porte-parole au Congrès pour expliciter ses thèses dont la plus grande partie avait été refusée par la Commission (où elle n'était pas non plus représentée) qui était chargée d'organiser la tribune de discussion dans la presse.

Nous, les « résidus du trotskysme », comme Burnelle nous dénomme, nous déclarons partisans résolus du droit de tendance, ce qui ne veut pas du tout dire que nous voulons faire des fractions, car une fraction, c'est tout autre chose, c'est

un groupe dont la discipline prime celle du parti dans son ensemble. Au contraire, le droit des tendances, c'est la seule manière d'appliquer le centralisme démocratique par :

— l'obéissance disciplinée des minorités aux décisions des majorités.

— les droits démocratiques des minorités, tels que : avoir leurs positions présentées devant le Parti dans la presse ou dans des bulletins intérieurs.

— le droit des minorités d'intervenir sur le plan national dans les discussions préparatoires aux congrès,

— la représentation de ces minorités, compte tenu de leur importance politique et numérique dans les organismes de direction, Comité central au moins.

## LE COURAGE POLITIQUE

Si ceci est interdit par la direction, qui considère ces garanties élémentaires comme étant du fractionnisme, c'est d'abord parce qu'elle ne veut pas que son pouvoir de direction puisse être contesté par qui que ce soit, ensuite parce qu'elle ne veut pas que même une minorité fût-elle réduite, critique son orientation.

Comment pourrait-il en être autrement, quand le Parti abandonne la conception léniniste de l'Etat (thèse 39), abandonne la lutte contre les budgets militaires en proposant simplement le refus de « toute augmentation » de ces budgets (thèse 37), accepte la logique capitaliste de la programmation économique et sociale en demandant l'augmentation des salaires en « tenant compte de l'évolution des bénéfices » (thèse 38), etc.

Bref, le P.C.B. s'aligne sur les idées les plus révisionnistes du P.C. italien, avec, en plus, une dictature de l'appareil, caricaturale pour une petite secte... C'est une impasse parce que les travailleurs n'iront jamais en masse vers un petit parti réformiste, quand la social-démocratie leur en offre un grand.

Les véritables thèses communistes ne sont pas celles du P.C. qui s'étendent sur le Concile du Vatican, mais celles qui correspondent aux besoins de la classe ouvrière et visent à l'unité dans l'action entre les syndicats F.G.T.B. et chrétiens de la C.S.C. ! Les véritables thèses communistes ne sont pas celles du gouvernement anti-monopoliste, national et « multiclassées » mais celles du gouvernement ouvrier et de la prise du pouvoir !

Les véritables thèses communistes ne sont pas celle du « droit à l'information ouvrière » qui desserre l'emprise des monopoles, mais celles du contrôle ouvrier qui visent à renverser le pouvoir des trusts !

PASCAL LUBRA. — 16 avril 1963.